

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 38

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

MILLIARDAIRES.

Le magazine américain Forbes a rendu public, comme chaque année, le palmarès mondial des milliardaires en dollars. On y apprend que Bill Gates reste numéro 1, avec une fortune personnelle estimée à 46, 5 milliards, suivi de près par l'as américain de la finance, Warren Buffet, riche de 44 milliards. Du côté français, à noter que Mme Liliane Bettencourt, de l'Oréal, pèse 17, 2 milliards – et elle le vaut bien! Bernard Arnault de LVMH est assis sur un magot de 17 milliards; quant à Serge Dassault, des Mirage et du Figaro réunis, il se contente d'un score modeste: 7, 8 milliards. Nous étions inquiets pour eux, nous voilà quand même rassurés.

MAL DE DETTE.

Selon le rapport de Michel Pébereau, la dette publique en France a bondi de 20% du Produit Intérieur Brut en 1980 à 66% aujourd'hui, atteignant la somme de 1 100 milliards d'euros. Comme l'Allemagne, l'Italie, le Portugal et la Grèce, notre pays est donc bien au-dessus du seuil de 60 % établi par le «pacte de stabilité» de l'UE. Le rapport Pébereau pointe du doigt «la culture de la dépense publique», mais se garde de mentionner, parmi les facteurs aggravants, les réductions d'impôts et les exonérations de charge, l'atonie de la croissance ou encore les privatisations d'entreprises publiques rentables (comme les autoroutes). Et de préconiser à demi-mot une cure d'austérité, puisque pour les adeptes du monétarisme, tuer le patient est une façon d'en finir avec la maladie.

BOSCH S'ATTAQUE AUX 35 HEURES.

Le président de la filiale française de l'équipementier allemand a annoncé son intention de «négocier un retour aux 40 heures» sans compensation salariale. La CGT a qualifié cette déclaration de «provocation». La confédération rappelle que Bosch France emploie 10 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires de presque 3, 5 milliards d'euros, soit une progression annuelle estimative de 4%. Le capital financier? C'est la régression sur toute la ligne, chaque jour en apporte la preuve.

EDITO: A L'OMC, LES MULTINATIONALES DE L'AGRO-ALIMENTAIRE AVANCENT MASQUEES

La 6ème conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce s'est ouverte le 13 décembre à Hongkong, et se conclura très probablement par un échec des négociations entreprises à Doha en 2001. En effet, pour boucler le cycle, il faut l'unanimité des 148 pays membres, ce qui est loin d'être le cas.

L'agriculture est au cœur du blocage des négociations. La presse résume les faits de la façon suivante: les «grandes puissances agricoles» du Sud (Argentine, Brésil, Thaïlande...) veulent que l'Union européenne et les Etats-Unis ouvrent plus largement leurs marchés intérieurs à leurs productions à bas coûts. En contrepartie, ils feraient des concessions dans les secteurs des services et des produits de haute technologie.

Démasquons cette manière trompeuse de poser le problème, qui cherche, pour convaincre, à susciter un sentiment de culpabilité chez les habitants du Nord, lesquels pousseraient l'égoïsme jusqu' à refuser aux paysans du Sud la possibilité de se développer. En réalité, les grandes productions agricoles dans les pays du Tiers Monde sont entre les mains des multinationales, avides d'accroître leurs profits en élargissant leurs marchés.

Prenons l'exemple de la banane, souvent cité dans les gazettes. On voudrait nous faire croire que c'est le petit paysan guatémaltèque ou costaricain qui a intérêt à ce que l'UE baisse ses droits de douane, alors que les plantations sont le plus souvent propriété de l'United Brand, ex - United Fruit Company, la pieuvre surnommée «mamita Yunaï» en Amérique Centrale. S'assurant de bénéfiques colossaux grâce au commerce des produits tropicaux, cette multinationale a toujours été derrière les mauvais coups assénés aux peuples de la région. Ainsi, c'est elle qui a financé le coup d'Etat mis en œuvre par la CIA au Guatemala en 1954 pour renverser le président Jacobo Arbenz, coupable d'avoir lancé une réforme agraire et d'avoir exproprié des terres de la «Yunaï».

Un accord sur l'agriculture obligerait tous les pays à exposer leurs productions locales à celles des grandes firmes agro-alimentaires. En tirant les prix vers le bas, il signifierait la mort des paysanneries locales, aussi bien au Nord qu'au Sud.

(Suite page 2)

De plus, cette nouvelle libéralisation des échanges agricoles pousserait au productivisme, néfaste pour l'environnement et dangereux pour les consommateurs. Et surtout, elle enlèverait aux Etats la possibilité de définir leur politique agricole, de réguler et protéger leur marché. Les multinationales qui ne sont soumises à aucun contrôle règneraient en maîtres. Or l'effacement de la souveraineté alimentaire, c'est la porte ouverte à la dépendance politique.

Aucun accord de ce type ne peut être accepté par les peuples. La gauche devra faire pour 2007 des propositions claires en faveur d'accords de co-développement Nord-Sud, non pour permettre au grand capital d'engranger des profits, mais pour accroître le bien-être des peuples, à commencer par celles et ceux qui travaillent la terre.

ABROGEONS L'ARTICLE 4! SIGNONS LA PETITION!

Christian Vanneste : s'il fallait une figure emblématique à la droite dure, qui porte Sarkozy sur son pavois, ce serait bien lui. Pour avoir tenu et réitéré des propos homophobes, ce député UMP du Nord a comparu devant le tribunal correctionnel de Lille le 13 décembre. Il est également l'auteur de l'amendement intégré à l'article 4 de la loi du 23 février 2005, rédigé comme suit :

« Les programmes de recherche universitaire accordent à l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, la place qu'elle mérite. Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit.

La coopération permettant la mise en relation des sources orales et écrites disponibles en France et à l'étranger est encouragée ».

La démocratie selon l'UMP revient donc, comme sous les régimes totalitaires, à imposer une vérité officielle aux chercheurs et aux enseignants. Quant à la colonisation et à son cortège d'horreurs, le texte de loi n'en souffle mot !

Il faut donc abroger au plus vite l'article 4, article discriminatoire qui porte atteinte aux principes républicains et à l'unité nationale. Une pétition dans ce sens a été lancée par un très large éventail de personnalités de gauche. On peut relever, parmi les nombreux signataires, les noms de Jean-Marc Ayrault, François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Marie-George Buffet, Christiane Taubira, Dominique Voynet, Olivier Besancenot, ainsi que nos camarades Pierre Carassus et André Deluchat, du secrétariat de la Gauche Républicaine.

Pour signer sur le net : www.abrogation.net. Ou sur le site de la [Gauche Républicaine](#)

HUMEUR:

A L'OMC, «PAS D'ACCORD DU TOUT VAUT MIEUX QU'UN MAUVAIS ACCORD», par Susan George, représentante d'ATTAC-France au sommet de Hongkong

Notre principal mot d'ordre sera: «Pas d'accord du tout vaut mieux qu'un mauvais accord». Comme Dupond, je dirais même plus: l'OMC s'est opposée dans son principe au développement du Sud et ne fait que mettre en œuvre et en musique partout dans le monde la doctrine néo-libérale que nous combattons sur tous les fronts. Le monde a certes besoin de règles pour encadrer le commerce, mais pas de celles-ci.

Comme chacun sait, les pays riches subventionnent leurs agriculteurs mais empêchent aussi l'entrée des produits compétitifs du Sud (cas extrême: les tarifs douaniers de 400% appliqués au Japon sur le riz importé)...Faut-il, en tant qu'altermondialistes, soutenir les objectifs du Sud? Pas tous. Nous n'avons aucune raison de soutenir le Brésil sur ce dossier, car il s'agit d'agriculteurs disposant de milliers d'hectares et de transnationales comme Cargill et Bunge, exactement les mêmes qui exportent à partir des USA, du Canada, de l'Australie.

Mais nous devons faire cause commune avec les petits producteurs qui savent déjà qu'ils vont perdre. Les «préférences» douanières des pays du Nord seront érodées; déjà les ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires des conventions de Lomé avec la Communauté Economique Européenne), qui recevaient le même prix pour leur sucre que les producteurs betteraviers de l'UE, vont souffrir d'une baisse d'un tiers du prix accordé, annoncé par Mandelson lui-même (représentant de l'UE à l'OMC). Et cela alors qu'ils n'ont plus un marché préférentiel pour leurs bananes à cause de la décision de l'organe de règlement des différends de l'OMC qui condamnait cette différence jugée discriminatoire pour les bananes de l'Amérique centrale et du Sud. Ce sont des milliers de petits producteurs des ACP quasiment condamnés à la mort lente.